

La localisation des garderies dans l'espace social de l'agglomération de Québec

Huhua Cao et Paul Villeneuve

Volume 42, numéro 115, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022710ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022710ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cao, H. & Villeneuve, P. (1998). La localisation des garderies dans l'espace social de l'agglomération de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 42(115), 35–65. <https://doi.org/10.7202/022710ar>

Résumé de l'article

Les services de garde à l'enfance jouent maintenant un rôle de premier plan dans le fonctionnement de nos sociétés. L'analyse de la localisation des garderies et de leur clientèle par rapport aux milieux sociaux de l'agglomération de Québec permet d'aborder la question des variations dans l'accessibilité aux services de garde. Les grands traits de l'espace socio-résidentiel de l'agglomération sont d'abord définis à l'aide d'une écologie factorielle. Les garderies et leur clientèle sont ensuite localisées dans cet espace. Plus de 100 garderies offrent quelque 5000 places aux 25000 enfants d'âge préscolaire de l'agglomération. En général, les garderies ont tendance à se localiser dans les zones centrales alors que les enfants d'âge préscolaire habitent très majoritairement les banlieues éloignées. Cette contradiction apparente fait l'objet d'une analyse plus poussée qui montre que le lieu de travail des parents influence grandement le rapport entre la répartition de l'offre de places en garderie et la répartition de la demande, ce qui pourrait avoir des conséquences intéressantes pour les quartiers urbains centraux. Enfin, des relations significatives sont établies entre la localisation des garderies et leur degré de mixité sociale.

La localisation des garderies dans l'espace social de l'agglomération de Québec

Huhua CAO et Paul VILLENEUVE

Centre de recherche en aménagement et en développement (CRAD)
Université Laval

Résumé

Les services de garde à l'enfance jouent maintenant un rôle de premier plan dans le fonctionnement de nos sociétés. L'analyse de la localisation des garderies et de leur clientèle par rapport aux milieux sociaux de l'agglomération de Québec permet d'aborder la question des variations dans l'accessibilité aux services de garde. Les grands traits de l'espace socio-résidentiel de l'agglomération sont d'abord définis à l'aide d'une écologie factorielle. Les garderies et leur clientèle sont ensuite localisées dans cet espace. Plus de 100 garderies offrent quelque 5000 places aux 25 000 enfants d'âge préscolaire de l'agglomération. En général, les garderies ont tendance à se localiser dans les zones centrales alors que les enfants d'âge préscolaire habitent très majoritairement les banlieues éloignées. Cette contradiction apparente fait l'objet d'une analyse plus poussée qui montre que le lieu de travail des parents influence grandement le rapport entre la répartition de l'offre de places en garderie et la répartition de la demande, ce qui pourrait avoir des conséquences intéressantes pour les quartiers urbains centraux. Enfin, des relations significatives sont établies entre la localisation des garderies et leur degré de mixité sociale.

Mots-clés: milieux sociaux, services communautaires, garderies, agglomération de Québec.

Abstract

Social Space and Daycare Centres in the Québec Metropolitan Area

Daycare centres have become an important component of daily activity for a significant number of persons. An analysis of the spatial distribution of daycare centres and their users in relation to the residential social structure of the Québec Metropolitan Area is conducted with the aim of developing a better understanding of the dynamics of accessibility to this crucial service. Over 100 centres offer some 5000 places to 25 000 children of pre-school age. About half of these kindergartens have supplied us with the residential postal codes of their children. Using tools such as factorial analysis and statistical cartography, we perform an analysis of the location, both in the social and the physical space of the city and its suburbs, of the centres and the families which use them. The relative distribution of supply and demand of daycare places is measured as well as the relationship between location and degree of social diversity within daycare centres. Although children of pre-school age tend to reside in distant suburbs, most daycare centres are located in central districts. This apparent imbalance, which is largely explained by the workplaces of parents, may have interesting consequences for older neighbourhoods.

Key Words: social milieux, community services, daycare centres, Québec Metropolitan Area.

INTRODUCTION

Une des plus profondes transformations socioéconomiques de la deuxième moitié du XX^e siècle concerne sans doute la très forte augmentation de la participation des femmes au marché du travail, tout particulièrement les femmes ayant de jeunes enfants (England, 1996; Rose et Villeneuve, 1993). Les familles où les deux conjoints font partie de la main-d'œuvre ont connu une progression très rapide au cours des dernières décennies. Entre 1961 et 1991 au Canada, le pourcentage de ces familles a triplé: il est passé de 18 à 60 (Villeneuve et Rose, 1995). Parmi les nombreux facteurs pouvant expliquer cette croissance, la nécessité de maintenir le revenu des ménages et la volonté d'autonomie économique des femmes sont souvent cités (Rose et Villeneuve, 1997). Ces transformations dans la vie des familles se traduisent, entre autres, par une demande accrue de services de garde à l'enfance. Il est de plus en plus largement reconnu que ces services ont un rôle important à jouer dans l'amélioration des conditions générales de la vie en société (Belsky et Steinberg, 1978), et ils ont fait l'objet de multiples réflexions quant à leur impact sur la vie quotidienne des familles et le bien-être des enfants (Pence et Canning, 1987; Mackenzie et Truelove, 1993). En particulier, les classes moyennes des pays industriels avancés accordent une crédibilité croissante aux résultats des études montrant les effets bénéfiques, au plan de la socialisation des enfants, des garderies éducatives (Pence, 1987). Au Canada, les services de garde à l'enfance sont devenus un enjeu politique majeur (Robins et Spiegelman, 1978). Depuis les années 1970, des politiciens de tous les niveaux de gouvernement considèrent les services de garde comme une responsabilité sociale; on réalise également que ces services font maintenant partie des conditions d'un fonctionnement efficace du marché du travail (Prentice, 1988).

Des travaux menés par l'OCDE visent à identifier les bénéfices et les coûts des services de garde pour les parents, les enfants, les entreprises et la société (tableau 1). L'approche mise de l'avant considère les bénéfices et les coûts selon le double point de vue de l'efficacité économique et de l'équité sociale. La plupart de ces bénéfices et de ces coûts sont très difficiles à chiffrer. Par exemple, l'augmentation du revenu total après impôt que les parents peuvent gagner pendant leur vie repose sur l'hypothèse qu'ils sont davantage disponibles pour l'emploi si leurs enfants sont en garderie. Peu d'études ont réussi à mesurer cette augmentation. De plus, le schéma du tableau 1 suppose que les services de garde comprennent une dimension éducative qui répond surtout au système de valeurs des classes moyennes. Fincher (1996), dans une étude couvrant plusieurs pays, montre en effet que les familles aisées préfèrent la garde en garderie alors que les familles ouvrières optent plus souvent pour des services de garde informels. Par ailleurs, le tableau de l'OCDE révèle que les principaux bénéfices des services de garde à l'enfance relèvent d'économies externes¹ et débordent largement les mécanismes marchands qui régulent les décisions privées d'entreprises et de familles. Il montre également qu'une société a intérêt à développer un système intégré de politiques publiques concernant l'emploi, l'éducation et les services de garde à l'enfance. Tout en s'inscrivant dans cette problématique globale, notre recherche touche surtout un aspect de la notion d'équité dans l'accès aux services de garde, soit l'accessibilité géographique selon l'appartenance sociale.

Tableau 1 Bénéfices et coûts des services de garde des enfants

BÉNÉFICES	COÛTS
POUR LES PARENTS	
<i>Efficacité</i> Augmentation du revenu à vie après impôt Augmentation du temps de loisir Réduction du stress	Déboursés pour la garde Perte de l'utilité de rester au foyer
<i>Équité</i> Amélioration du sort des parents seuls Réduction des inégalités de formation, d'apprentissage et de revenu entre hommes et femmes	Désutilité liée à l'emploi
POUR LES ENFANTS	
<i>Efficacité</i> Socialisation, acculturation Amélioration de la performance scolaire Augmentation future des revenus d'emploi	Réduction des contacts parents-enfants
<i>Équité</i> Possibilités éducationnelles accrues pour enfants de milieux désavantagés Réduction des risques d'abus	
POUR LES ENTREPRISES	
<i>Efficacité</i> Réduction du roulement de la main-d'œuvre, de l'absentéisme, des coûts de recrutement Rendement accru des investissements dans la formation du personnel Amélioration des attitudes des employés (attachement à l'organisation, loyauté, etc.)	Déboursés pour frais de garde
POUR LA SOCIÉTÉ	
<i>Efficacité</i> Ajustements structurels plus faciles en raison d'une main-d'œuvre plus flexible Rentrées fiscales accrues en raison des gains de revenu des parents Réduction des dépenses de sécurité sociale et de santé Réduction du taux de dépendance à long terme Moins de dépressions postnatales et d'accidents d'enfants Réduction des dépenses d'éducation compensatoire due à la meilleure insertion sociale des enfants	Déboursés pour subventions aux parents, firmes et/ou services de garde
<i>Équité</i> Réduction globale de la pauvreté et des inégalités	

Source: OCDE (1989).

La société contemporaine se compose d'une diversité de groupes sociaux dont les positions varient au sein des rapports de pouvoir et qui connaissent une inégale répartition des ressources et des privilèges. Plusieurs auteurs suggèrent même que les inégalités s'amplifient depuis l'entrée en crise des finances publiques et des systèmes de sécurité sociale (Curtis, 1989). De plus, l'existence d'une relation positive entre la taille des agglomérations urbaines et le degré d'inégalité dans la répartition des revenus a maintes fois été constatée (Bairoch, 1977). Plus spécifiquement, une longue tradition de recherche urbaine suggère que les variations géographiques dans l'accès à divers services contribuent à amplifier les inégalités au sein des grandes agglomérations (Bennet, 1980; Castells, 1981; Pinçon-Charlot *et al.*, 1986). Il en est ainsi car les habitants des quartiers plus riches peuvent se doter de meilleurs services et, souvent, restreindre l'accès des couches moins fortunées à ces services en recourant à toute une gamme de mesures politiques, dont le zonage exclusif et la fragmentation municipale (Cox, 1973). En Amérique du Nord, règle générale, ce sont la plupart du temps des villes de banlieue qui ont profité de ces mécanismes, tandis qu'en Europe — surtout en France — la situation est souvent inversée, les classes défavorisées se retrouvant en périphérie de villes centrales plus bourgeoises (Pinçon-Charlot *et al.*, 1986).

Sur fond de ces considérations générales, il s'agit ici d'apprécier l'accessibilité géographique aux garderies dans une agglomération urbaine nord-américaine de taille moyenne, Québec. Une étude menée dans la plus grande des agglomérations urbaines canadiennes, Toronto, montre que les services de garde en garderie ont tendance à se localiser majoritairement dans les zones urbaines plus centrales, alors que les enfants d'âge préscolaire habitent surtout les zones résidentielles les plus périphériques (Truelove, 1996). Une première question surgit donc à l'esprit: retrouvera-t-on une situation similaire à Québec, une agglomération beaucoup plus petite et, par conséquent, moins différenciée²? Dans son étude, Truelove localise les garderies sans tenir compte de façon explicite de la différenciation sociale de l'espace torontois. Afin de situer les garderies dans l'espace social de Québec plutôt que dans le simple espace physique de l'agglomération, nous procéderons d'abord à une écologie factorielle visant à identifier les milieux sociospatiaux afin de localiser ensuite les garderies par rapport à ces milieux. Cette démarche permettra également de vérifier à quel point les variations spatiales dans l'accès aux garderies sont liées aux dimensions extraites de l'écologie factorielle. Enfin, la diversité sociale à l'intérieur des garderies constitue sans doute un aspect crucial du processus de socialisation des enfants. Nous pouvons faire l'hypothèse que cette diversité varie en fonction de la localisation des garderies, et qu'elle est probablement plus grande dans les garderies situées en zone centrale que dans celles localisées dans les banlieues plus homogènes. Cette question sera abordée à l'aide d'une analyse de la localisation résidentielle des enfants utilisant plusieurs garderies de l'agglomération. Cependant, avant de présenter les analyses menées à Québec, il convient d'exposer plus en détail le questionnement qui les motive.

RAPPORTS SOCIAUX ET ACCÈS GÉOGRAPHIQUE AUX SERVICES DE GARDE

Au cours des dernières années, les services publics, incluant les services de garde, ont été étudiés dans leurs multiples dimensions, dont la dimension géographique (Curtis 1989; England, 1996; Henriques et Vaillancourt, 1988; Pence, 1987; Pinch, 1984; Pinçon-Charlot *et al.*, 1986; Rose, 1990). Dans ces divers travaux, un thème revient souvent: la répartition spatiale des services publics est mise en rapport avec la localisation géographique et les caractéristiques socioéconomiques des familles susceptibles de les utiliser, afin de mieux saisir la dynamique de l'accessibilité aux services. Plusieurs des travaux menés dans ce domaine s'inspirent de la notion de «consommation collective»³, qui décrit les services offerts et gérés par l'État. Rose (1990) a montré que cette notion ne s'applique que partiellement aux services de garde car ceux-ci ne sont pas majoritairement offerts par l'État, même s'ils sont supportés et supervisés par lui. Ainsi, au Québec, le gouvernement de la province, par l'entremise de l'Office des services de garde à l'enfance du Québec (OSGEQ), joue un rôle important dans le maintien de la qualité du service (Québec, 1990). L'OSGEQ offre différentes formes de soutien aux parents selon leur catégorie de revenu, et aux services de garde selon les types de service offerts⁴. Généralement, l'Office offre une subvention plus avantageuse aux garderies sans but lucratif, ce qui leur donne la possibilité de réaliser des aménagements de plus haute qualité et de donner de meilleures conditions de travail à leur personnel. Pour ce qui est des services de garde en milieu de travail, ils peuvent de plus recevoir un soutien des entreprises concernées, ce qui leur permet également d'offrir une meilleure qualité de service. Par ailleurs, les subventions attribuées aux garderies sans but lucratif sont moins contrôlées que celles accordées aux garderies à but lucratif. Aussi, il existe des services de garde à but lucratif sans subvention. Il est important de noter que lorsqu'un service est non subventionné, ses clients (les parents) ne sont pas, non plus, admissibles à une aide financière. Cette situation nuit à la qualité du service.

La question de l'équité dans l'accès aux services publics doit être abordée à l'aide d'une problématique qui tient compte à la fois de la dimension sociale et de la dimension spatiale (Bennet, 1980; Curtis, 1989; Truelove, 1993 et 1996). Selon les cas, le système des équipements collectifs peut réduire ou amplifier les inégalités sociales en affectant les modalités d'accès de divers groupes aux services publics. Ainsi, une recherche menée en région parisienne montre que la distribution spatiale des moyens de consommation, à la fois publics et privés, présente des formes qui se différencient selon la localisation des diverses classes et couches sociales (Pinçon-Charlot *et al.*, 1986). Cette recherche conclut que les inégalités de distribution des équipements se soldent en faveur des catégories sociales les plus aisées et en défaveur des classes populaires, renforçant ainsi les inégalités sociales existantes.

Que se produit-il dans le cas des services de garde québécois, qui sont subventionnés par l'État à des niveaux variables: leur répartition géographique est-elle liée à la localisation des différentes couches sociales? Et si oui, contribue-t-elle ainsi à amenuiser ou amplifier les inégalités? De plus, ce type de service affecte les modalités de la division sexuelle du travail, et tout particulièrement la répartition du travail domestique et du travail rémunéré. Dès lors, on peut supposer que l'accès

géographique aux services de garde influence les interactions entre les rapports de classe et les rapports de sexe. Par exemple, plusieurs études ont montré que les quartiers centraux des villes pouvaient être des milieux plus favorables que les quartiers périphériques au redressement des rapports inégaux entre hommes et femmes, en raison de leur proximité plus grande aux emplois et de leur densité plus grande de services⁵. On peut faire l'hypothèse que les services de garde occupent une place de choix dans l'ensemble des services qui facilitent l'accès à la sphère publique urbaine des personnes moins motorisées. Par contre, comme à Toronto, les enfants d'âge préscolaire de l'agglomération de Québec se retrouvent principalement en lointaine banlieue (figure 1). En conséquence, la question de l'accès géographique se pose avec acuité.

Figure 1 Incidence des enfants d'âge préscolaire, secteurs de recensement, agglomération de Québec, 1991



Source: Statistique Canada

Cette dimension ne doit toutefois pas être traitée indépendamment de celle des rapports sociaux. Par exemple, Steinberg et Green (1979) tentent de répondre aux questions suivantes: pourquoi les familles utilisent-elles les services de garde? Comment sélectionnent-elles un type de service? Quelles sont les sources principales de satisfaction et d'insatisfaction, et comment les services de garde affectent-ils la famille et ses membres? Ils soulignent que différents types de service de garde peuvent engendrer des conséquences variées pour les enfants, ainsi qu'influencer les parents et les membres de la famille de diverses manières. Robins et Spiegelman (1978), dans une étude portant sur Denver et Seattle, ont essayé d'identifier les facteurs qui influencent les choix de service de garde des parents travailleurs, c'est-à-dire ceux des familles où les deux parents occupent un emploi. Les facteurs majeurs qui influencent la demande de service de garde seraient, selon eux, les caractéristiques démographiques du ménage (nombre d'enfants, structure familiale, etc.), le salaire de la mère étant un facteur essentiel dans la décision de l'utilisation de services de garde en garderie plutôt qu'en milieu familial. Cleveland et Hyatt (1993) arrivent aussi à la conclusion qu'en Ontario et au Québec, le revenu annuel de la mère a un effet positif sur la probabilité de choisir un service de garde de type non familial.

D'autres recherches s'intéressent plus directement à l'analyse sociospatiale des services de garde. Hodgson et Doyle (1978) abordent la question du choix du service de garde en fonction de sa localisation propre. Ils étudient la répartition spatiale des services de garde en fonction de leur clientèle, en tenant compte spécifiquement du réseau des transports en commun. Plus récemment, Cromley (1987) a fait remarquer que plusieurs garderies se localisent dans les couloirs de navettage entre les lieux de résidence et les lieux d'emploi. Elle a de plus noté l'intérêt d'inclure dans l'analyse les *patterns* d'activités et de déplacements de tous les membres de la famille, idée partagée par Truelove (1984) qui a souligné l'importance du contexte familial et de la localisation des lieux de travail des parents. Quant à Kanaroglou et Rhodes (1990), ils se sont penchés sur des facteurs démographiques plus larges, au niveau des secteurs de recensement de la ville de Waterloo en Ontario, afin d'analyser la demande et l'offre des services de garde. Ils concluent que le nombre de places dans les garderies est insuffisant et que leur localisation géographique n'est pas optimale par rapport à la demande future, celle-ci se produisant surtout en périphérie, alors qu'à Waterloo, comme à Toronto et à Québec, les garderies sont localisées surtout au centre. Que penser de cette façon de voir les choses? D'une part, Kanaroglou et Rhodes se rangent nettement du côté des auteurs qui notent que les garderies localisées à proximité des lieux de résidence favorisent la formation d'un environnement social stable pour l'enfant (Cromley, 1987). D'autre part, les garderies sises en milieu de travail peuvent permettre aux parents d'avoir un accès facile à leurs enfants, ce qui représente un avantage dans le cas de très jeunes enfants (Hessing, 1993).

Au Québec, c'est au début des années 1970 que les services de garde ont véritablement amorcé leur progression. À l'époque, il s'agissait de répondre aux besoins d'une population en pleine mutation. À la participation accrue des femmes mariées au marché du travail et aux changements dans la structure de la famille traditionnelle s'ajoutent aujourd'hui deux mutations supplémentaires. Premièrement, la famille québécoise vit de manière de plus en plus isolée: la famille

élargie (les grands-parents, oncles et tantes) est beaucoup moins présente qu'auparavant. Les nouveaux parents ne reçoivent plus le soutien de la parentèle. Deuxièmement, les valeurs rattachées à la socialisation et à l'éducation des enfants font l'objet de profondes remises en question. Par exemple, la nouvelle classe moyenne québécoise valorise la dimension éducative des services de garde (Berthiaume, 1994; Clarke-Stewart, 1993). Même si depuis assez longtemps les services de garde à l'enfance y sont vus comme une responsabilité sociale, Rose (1990) note qu'il n'existe pas au Québec de services de garde de l'État, qui préfère apporter un soutien aux services sans but lucratif.

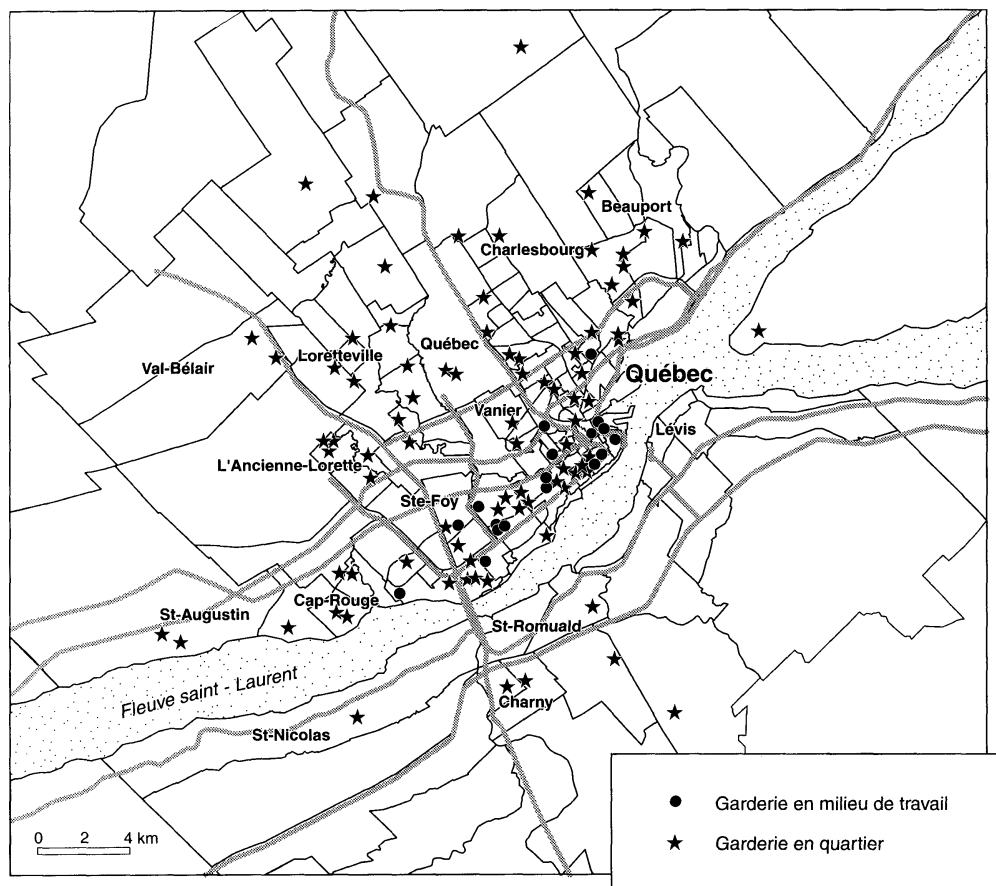
L'OSGEQ définit cinq catégories de services reconnus pour répondre à la variété des besoins des familles québécoises. Ces cinq catégories de services sont les suivantes:

- 1) Service de garde en garderie: un service fourni dans un établissement où on reçoit au moins sept enfants de façon régulière et pour des périodes qui n'excèdent pas 24 heures consécutives.
- 2) Service de garde en milieu familial: un service fourni par une personne physique, contre rémunération, pour des périodes qui peuvent excéder 24 heures consécutives, dans une résidence privée où cette personne reçoit:
 - a. en incluant ses enfants, au plus six enfants parmi lesquels au plus deux enfants peuvent être âgés de moins de 18 mois; ou
 - b. si cette personne est assistée d'une autre personne adulte et en incluant leurs enfants, au plus neuf enfants parmi lesquels au plus quatre enfants peuvent être âgés de moins de 18 mois.
- 3) Service de garde en milieu scolaire: un service fourni par une commission scolaire aux enfants des écoles à qui sont dispensés, dans ces écoles, l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire.
- 4) Service de garde en halte-garderie: un service de garde fourni dans un établissement où on reçoit au moins sept enfants de façon occasionnelle et pour des périodes qui n'excèdent pas 24 heures consécutives.
- 5) Service de garde en jardin d'enfants: un service de garde fourni dans une installation où on reçoit au moins sept enfants âgés de deux à cinq ans de façon régulière, pour des périodes qui n'excèdent pas quatre heures par jour, en groupe stable auquel on offre des activités se déroulant sur une période fixe.

Le service de garde en garderie est un des modes principaux développés par l'OSGEQ. Ce mode dessert environ 20 à 25 % des enfants d'âge préscolaire, mais il est important de noter que la moitié de ceux qui ne l'utilisent pas le feraient s'ils en avaient la possibilité, même si les politiques gouvernementales cherchent souvent à développer les services de garde en milieu familial (Granger, 1987). Il s'agit donc d'un type de service qui ne suffit pas à la demande et qui, malgré les orientations gouvernementales, devrait être appelé à se développer.

Afin de jeter un éclairage supplémentaire sur les questions soulevées jusqu'ici, nous allons maintenant procéder à une analyse de la distribution spatiale des garderies en fonction des milieux sociaux de l'agglomération urbaine de Québec. En 1991, l'agglomération comprenait 44 municipalités découpées en 152 secteurs de recensement regroupant une population de plus de 645 000 habitants. En 1995, 112 garderies s'y localisaient, dont 41 à but lucratif et 71 sans but lucratif; 25 étaient situées en milieu de travail, les 87 autres se trouvant dans les quartiers résidentiels⁶ (figure 2). Nous utilisons une démarche d'écologie factorielle pour définir l'espace social de l'agglomération de façon à pouvoir, par la suite, localiser dans cet espace les équipements publics et privés que sont les garderies.

Figure 2 Localisation des garderies en quartier et en milieu de travail dans l'agglomération de Québec, 1994-1995



UNE ÉCOLOGIE FACTORIELLE DE L'AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC

L'approche connue sous le nom d'«écologie factorielle»⁷ est employée pour préciser la configuration de l'espace socio-résidentiel de l'agglomération de Québec. L'écologie factorielle, en tant que mode d'analyse de la structure sociospatiale des villes, est utilisée depuis plus de trente ans. Elle s'inspire d'une tradition intellectuelle située au cœur de la sociologie urbaine et de la géographie humaine. Elle permet de dégager de manière systématique les principales dimensions qui façonnent la géographie sociale des villes (David et Edgar, 1981). Elle cherche à comprendre les interrelations entre différents groupes humains en décrivant comment les caractéristiques et les comportements des populations varient dans l'espace urbain (Berry, 1971; Meyer, 1971; Rees, 1971; Randall et Viaud, 1994).

La principale contribution théorique à l'origine de cette approche est due à Shevky et Bell (1955) qui ont mis au point un modèle à trois dimensions pour décrire la façon dont les populations urbaines se différencient dans les sociétés industrielles. Les dimensions socioéconomique, familiale et ethnique⁸ définissent trois sous-systèmes de différenciation de l'espace social urbain. Un grand nombre de recherches empiriques ont montré que, dans les villes nord-américaines, chacune des dimensions prend une forme spatiale particulière. Ainsi, les ménages de statuts socioéconomiques différents ont tendance à occuper des secteurs en pointe de tarte centrés sur le cœur de l'agglomération, tandis que la dimension familiale produit plutôt des cercles concentriques dont les plus centraux sont occupés par des petits ménages, souvent non familiaux, et les moins centraux par des ménages familiaux avec enfants; la dimension ethnique, quant à elle, a tendance à superposer à la mosaïque sociale et familiale créée par les deux premières dimensions, des concentrations minoritaires dont la ségrégation par rapport à l'ethnie dominante est plus ou moins forte (Guay, 1981). Les études qui ont utilisé la méthode de l'écologie factorielle dans l'analyse de la différenciation spatiale des villes du Québec ont, dans l'ensemble, fait ressortir ces trois dimensions (Crête, 1978; Foggin et Polèse, 1976; Guay, 1978 et 1981; Langlois, 1982; Le Bourdais et Lefebvre, 1987; Mayer-Renaud, 1986; Polèse et Carlos, 1978; Thouez, 1973).

L'écologie factorielle en tant qu'outil d'analyse de l'espace urbain a sans doute été l'une des méthodes quantitatives les plus couramment employées en géographie. Sa popularité tient en partie au fait qu'elle utilise des variables élaborées à l'échelle des secteurs de recensement, ce type d'information étant facilement disponible depuis le milieu du XX^e siècle en Amérique du Nord (Johnston, 1971; Le Bourdais et Lefebvre, 1987; Thouez, 1973). Malgré ses contributions remarquables à la connaissance, la façon dont cette approche a été mise en œuvre présente quelques limitations. D'abord, elle est invariablement appliquée à l'espace résidentiel. Or, pour comprendre la configuration de l'espace résidentiel, il faut aussi analyser les espaces non résidentiels. Il faut surtout, comme Hanson et Pratt (1988) l'ont montré, analyser les liens entre la sphère de l'emploi et la sphère résidentielle. Par ailleurs, plusieurs auteurs concluent trop rapidement à

l'homogénéité interne des zones issues de l'analyse. Selon des critiques récentes, la prise en compte adéquate de variables caractérisant les rapports hommes-femmes, entre autres facteurs, montrerait qu'une hétérogénéité considérable peut caractériser chaque secteur de recensement et les zones qui les regroupent (Pratt et Hanson, 1988; Randall et Viaud, 1994). De plus, le choix des variables introduites dans l'analyse n'est pas toujours fait de façon judicieuse (Guay, 1978). Enfin, avec le passage des villes nord-américaines au stade dit «postindustriel», le modèle de Shevky et Bell ne traduit plus aussi fidèlement le réel, qui devient beaucoup plus complexe comme le montrent des phénomènes tels la *gentrification* et la densification des banlieues. D'autres dimensions, relevant de la culture et des styles de vie, peuvent également être à l'origine d'une certaine différenciation des groupes sociaux dans l'espace urbain (Davies, 1984).

Pour les fins de la présente étude, nous avons effectué une écologie factorielle assez classique de la région métropolitaine de recensement de Québec, notre but étant d'abord de décrire à grands traits l'espace social de l'agglomération. Le choix des variables est inspiré des travaux les plus récents sur les villes canadiennes, soit ceux de Davies et Murdie (1993). Les 35 variables retenues ont été transformées en pourcentages à partir des variables originales tirées du recensement canadien se rapportant aux 152 secteurs de recensement de l'agglomération de Québec. Nous avons réduit ensuite de façon radicale le nombre de variables en nous référant à la «communauté»⁹ de chacune d'elle. Cette réduction a permis d'aboutir à un ensemble de 26 variables se rapportant aux trois dimensions classiques de Shevky et Bell (voir les tableaux 3, 4 et 5 pour des définitions sommaires de ces variables). Par mesure de simplicité, le modèle en composantes principales (ACP)¹⁰ a été retenu, après que les tests usuels nous eurent assurés de la normalité des variables.

L'analyse montre que six composantes rendent compte de 90 % de la variance totale, les trois premières, qui incorporent 25 des 26 variables¹¹, en accaparant 76,5 % (tableau 2). Une rotation Varimax a aidé à clarifier la structure sociospatiale des trois composantes (ou facteurs). Le premier facteur comprend presque exclusivement des variables de statut socioéconomique (tableau 3), tandis que les deuxième et troisième regroupent surtout des variables de statut familial et d'âge (tableaux 4 et 5). Nous avons donc un facteur à connotation socioéconomique et deux à connotation familiale. Les variables ethnoculturelles ne produisent pas de facteur propre. Cependant, le deuxième facteur comprend quelques variables ethniques, le lieu de naissance et la langue maternelle ayant un poids factoriel relativement élevé et l'incidence spatiale des immigrants et des allophones étant fortement associée à celle des ménages non familiaux. Ces résultats évoquent la problématique particulière de l'immigration au Québec où les nouveaux arrivants s'implantent massivement à Montréal et sont peu attirés par les autres villes (Foggin et Polèse, 1976; Guay, 1978; Le Bourdais et Lefebvre, 1987; Polèse et Carlos, 1978). L'agglomération de Québec demeure donc encore très homogène au plan ethnique, ce qui explique la prépondérance des statuts socioéconomique et familial dans notre analyse¹².

Tableau 2 Composantes principales

Composantes	% de variance expliquée
1	42,93 %
2	17,56 %
3	16,06 %
4	5,08 %
5	4,47 %
6	3,96 %

Tableau 3 Statut socioéconomique

<i>Saturations</i>	<i>Premier facteur (43 % de la variance totale)</i>
0,85	% des familles ayant un revenu de 20 000 \$ et moins
0,83	% des personnes ayant un revenu de 10 000 \$ et moins
0,75	% des familles monoparentales matricentriques
0,78	Taux de chômage des hommes
0,93	% des personnes ayant une scolarité élémentaire
-0,90	% des familles ayant un revenu de 50 000 \$ et plus
-0,95	% des personnes ayant un revenu de 30 000 \$ et plus
-0,68	% des personnes ayant un diplôme universitaire
-0,80	% des hommes ayant une occupation comme directeur
-0,77	Taux d'activité des femmes

Tableau 4 Statut ethnofamilial

<i>Saturations</i>	<i>Deuxième facteur (18 % de la variance totale)</i>
0,80	% des ménages non familiaux
0,87	% des personnes célibataires
0,72	% des personnes divorcées
0,81	% des familles sans enfant
0,58	% des personnes ayant de 20-24 ans
0,70	% des personnes ayant une origine non française et non britannique
0,79	% d'immigrants (nés à l'extérieur du Canada)
-0,74	% du nombre moyen de personnes par famille de recensement
-0,74	% des personnes ayant de 0-14 ans
-0,65	% des personnes ayant une origine ethnique française

Tableau 5 Cycle familial

<i>Saturations</i>	<i>Troisième facteur (16 % de la variance totale)</i>
0,93	% des familles ayant des enfants de 18-24 ans
0,85	% des personnes ayant de 45-54 ans
0,66	% des personnes ayant de 55-64 ans
-0,93	% des familles ayant des enfants de moins de 6 ans
-0,82	% des personnes ayant de 25-34 ans

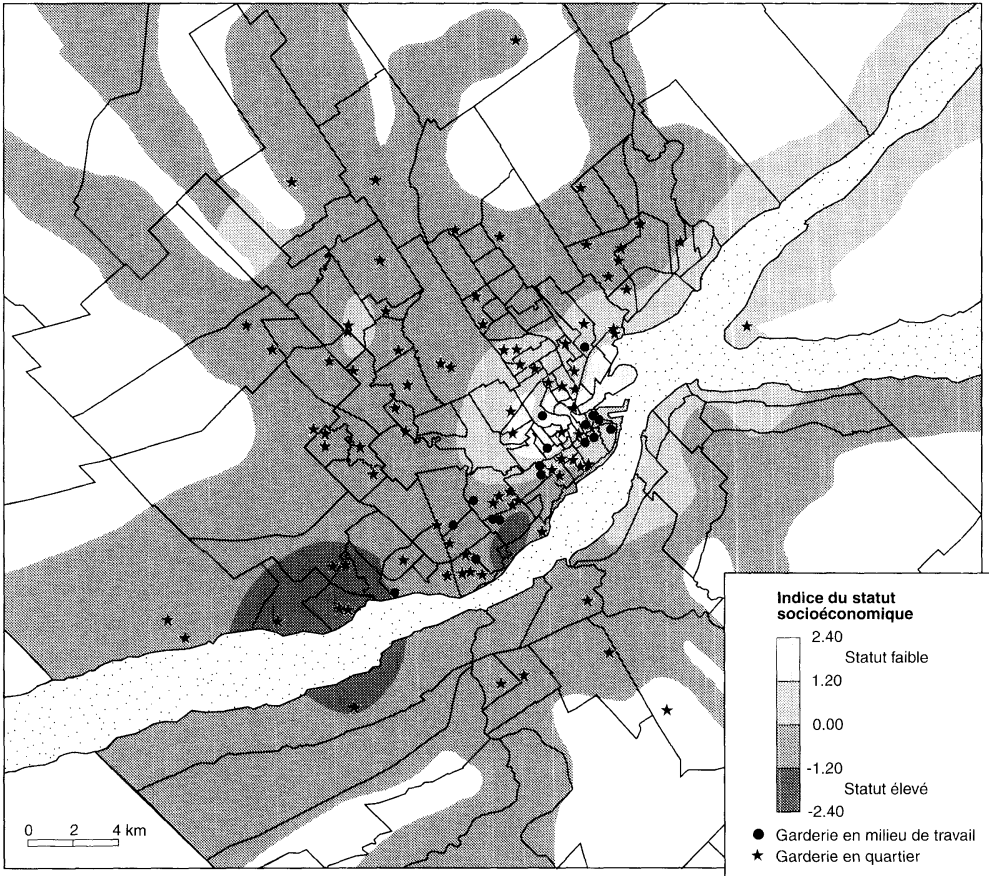
Les trois facteurs issus de l'analyse en composantes principales constituent trois échelles de mesure sur lesquelles il est possible de placer chacun des secteurs de recensement (SR). Le modèle fournit la «note» obtenue par chaque SR sur chaque facteur¹³. Ces notes en facteurs sont exprimées en valeurs standardisées qui varient entre -3,0 et +3,0. Ainsi, une note se rapprochant de +3,0 sur le premier facteur pour un SR quelconque indique qu'il s'agit d'un SR à statut socioéconomique faible, dans l'exacte mesure où les variables ayant des saturations positives fortes sur ce facteur connotent toutes la faiblesse socioéconomique, alors que l'inverse est vrai pour les variables à saturations négatives fortes¹⁴. De même, une note positive forte sur le deuxième facteur est attribuée aux SR dont la population comporte plusieurs caractéristiques non familiales et où ont tendance à habiter les quelques immigrants qui s'installent à Québec, tandis qu'une note négative tendant vers -3,0 est attribuée aux SR ayant de forts pourcentages de personnes d'origine ethnique française et d'enfants entre 0 et 14 ans, ainsi que des moyennes élevées de personnes par famille. Il s'agit donc d'un facteur qui traduit le degré d'«orientation familiale» des SR. Quant au troisième facteur, il raffine, en quelque sorte, l'échelle fournie par le facteur précédent, en permettant de préciser l'orientation familiale par le type de famille, ou l'étape du cycle familial. Les SR présentant une note positive forte sur ce facteur contiennent surtout des familles plus vieilles, dont les enfants sont plus âgés, alors que les familles des SR ayant une note négative forte sont plus jeunes. Cette distinction résidentielle entre les jeunes familles et les vieilles familles devrait permettre de distinguer les anciennes et les nouvelles banlieues de l'agglomération. La cartographie des notes en facteurs nous le révélera.

LOCALISATION DES GARDERIES DANS L'ESPACE SOCIORÉSIDENTIEL

La cartographie des notes en facteurs issues de l'ACP permet de localiser les garderies dans un espace à la fois physique et social. À la suite de Davies et Murdie (1993), nous choisissons la technique des isopleths, plutôt que des choropleths, pour représenter les notes¹⁵. Les garderies sont réparties sur l'ensemble du territoire de la région métropolitaine. Cependant, on remarque une concentration au centre de l'agglomération, dans les villes de Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport, principalement sur les axes urbains les plus denses (figure 2). Les garderies en milieu résidentiel sont très dispersées, même vers le nord. Les garderies en milieu

de travail sont concentrées principalement le long de l'axe Québec-Sainte-Foy. Plusieurs institutions gouvernementales importantes se situent sur cet axe.

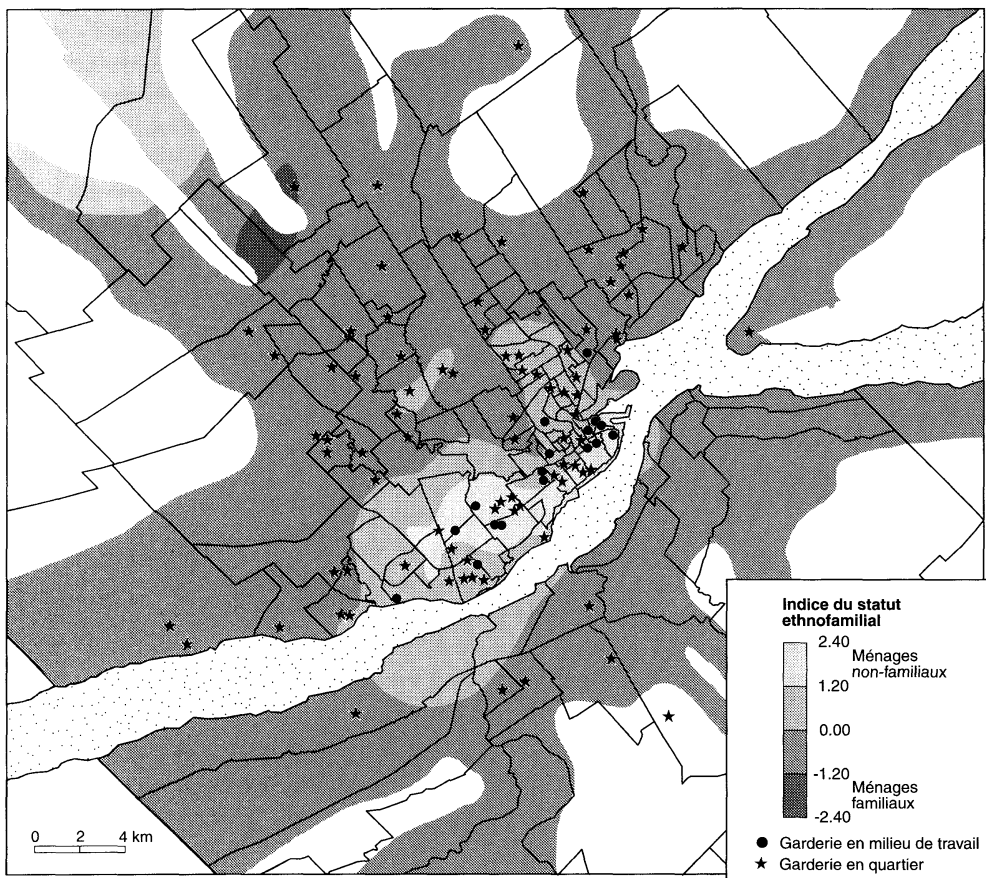
Figure 3 Localisation des garderies par rapport au statut socioéconomique des habitants de l'agglomération urbaine de Québec



Source: Statistique Canada

La figure 3 montre que les garderies semblent distribuées sans lien très net avec le statut socioéconomique des résidents. On note que certaines anciennes banlieues, Sillery et Saint-Sacrement par exemple, présentent un statut socioéconomique élevé. On remarque aussi qu'environ 20 % des garderies se localisent dans des milieux défavorisés et que 5 % se situent dans des milieux très favorisés. La figure 4 révèle, par ailleurs, que les ménages non familiaux sont fortement localisés dans l'axe Québec-Sainte-Foy qui forme, de plus en plus, le cœur de l'agglomération. Les personnes célibataires, les veufs, les personnes séparées, etc., de même que les couples sans enfant ne cherchent pas dans l'ensemble à occuper des maisons unifamiliales; ces personnes veulent, la plupart du temps, des appartements bien localisés, souvent proches du centre-ville (Morency, 1988; Polèse et Carlos, 1978),

Figure 4 Localisation des garderies par rapport au statut ethnofamilial des habitants de l'agglomération urbaine de Québec



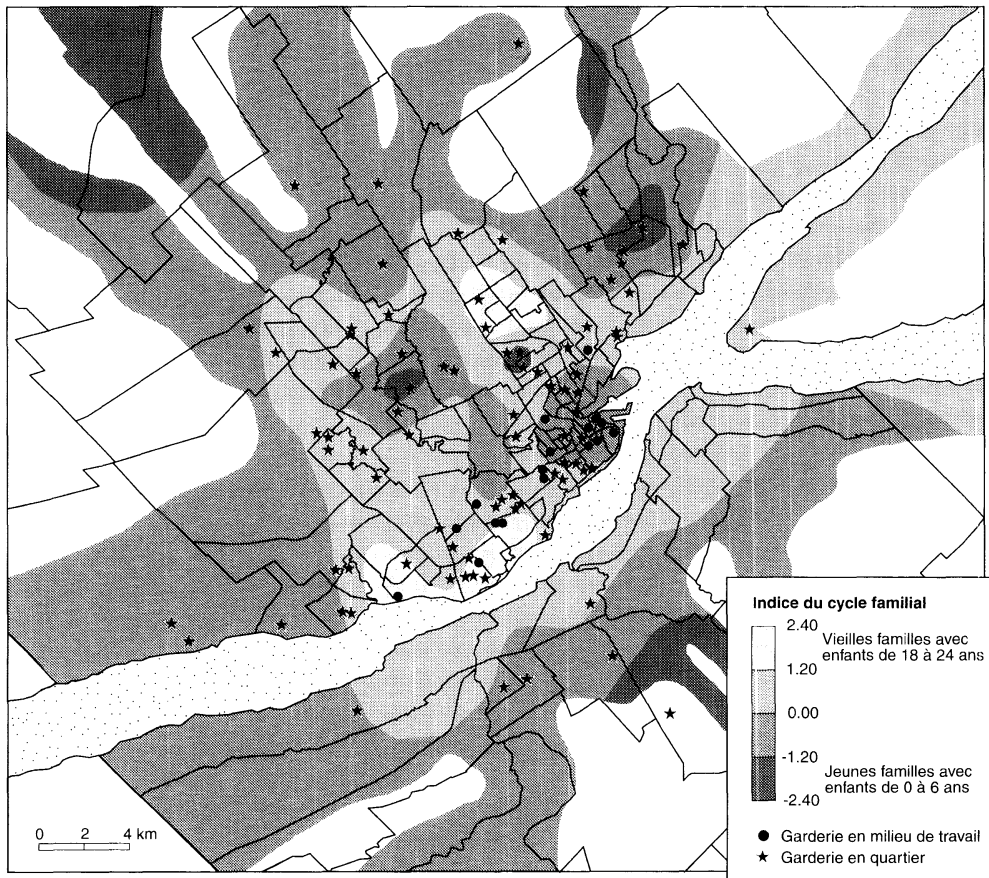
Source: Statistique Canada

ce qui est le cas de la zone s'étendant du Vieux-Québec à l'Université Laval. Environ 30 % des garderies sont localisées en milieu à dominante non familiale ce qui, en première approximation, peut paraître paradoxal.

La figure 5 traite plus spécifiquement des ménages familiaux. Les vieilles familles avec jeunes adultes (enfants âgés de 18 à 24 ans) sont concentrées dans les anciennes banlieues, plus particulièrement dans trois pôles distincts, soit ceux de Sainte-Foy-Sillery, Charlesbourg et Loretteville. Au contraire, les jeunes familles (avec enfants de moins de six ans) se situent très souvent dans les banlieues récentes. Ceci est probablement dû à la présence de jeunes enfants et au revenu familial. D'une part, le revenu d'une jeune famille est généralement plus limité, et d'autre part, l'arrivée des enfants transforme les besoins face au logement et au cadre de vie: les familles avec enfants recherchent généralement des logements plus grands (le plus souvent des maisons unifamiliales) et des espaces extérieurs pour les enfants. Ces exigences,

ainsi que le prix relativement plus bas des maisons unifamiliales en lointaine banlieue, les poussent le plus souvent vers ces dernières. Or la cartographie montre que les garderies se localisent en plus grand nombre au centre de l'agglomération, notamment dans les villes de Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport. Elles sont très concentrées autour des principaux axes urbains, et distribuées dans des milieux sociospatiaux très diversifiés. Ainsi, comme à Toronto et à Waterloo, les garderies de Québec ne semblent pas se localiser d'abord dans les zones où réside la clientèle qu'elles desservent, c'est-à-dire les familles avec jeunes enfants.

Figure 5 Localisation des garderies par rapport au cycle familial des habitants de l'agglomération urbaine de Québec



Cette observation est en partie confirmée par une analyse plus ciblée de la localisation de la demande des services de garde. Il s'agit d'aller au-delà des travaux de Kanaroglou et Rhodes (1990) et de Truelove (1993), qui évaluent l'offre de places en garderie par rapport à la demande exprimée au lieu de résidence, et de mesurer l'offre par rapport à la demande exprimée au lieu de travail des parents. Pour y

arriver, nous avons extrait de la base de données issue de l'enquête origine-destination de la STCUQ (1991), la localisation du lieu de résidence et du lieu de travail et d'étude des couples en emploi ou aux études et des parents seuls en emploi ou aux études ayant des enfants de moins de six ans¹⁶. Présumément, ces parents sont ceux dont les besoins de service de garde sont les plus pressants. Ces parents ont été répartis, selon leur lieu de résidence et leur lieu de travail, dans les 152 SR de l'agglomération, et nous avons fait de même pour les quelque 5000 places de garderie. Il est possible de comparer, à l'aide de l'indice de dissimilarité¹⁷, la répartition de la part relative de divers segments de la clientèle potentielle et la répartition de la part relative des places en garderie dans les SR (tableau 6). La dissimilarité la plus forte entre la demande et l'offre se produit dans le cas du lieu d'emploi des parents seuls. L'indice atteint alors 63,8. C'est dire la difficulté supplémentaire à laquelle ces parents travailleurs doivent faire face. En revanche, la dissimilarité est la plus faible dans le cas du lieu de travail des hommes faisant partie de couples en emploi (49,9), bien que la valeur de l'indice soit pratiquement la même pour le lieu de travail des femmes au sein de ces couples (50,0). En somme, les garderies sont légèrement plus proches des lieux de travail que des lieux de résidence des couples en emploi, l'inverse étant vrai pour les parents seuls en emploi.

Tableau 6 Indices de dissimilarité entre la répartition spatiale de la clientèle et celle des places en garderie

	<i>Lieu de résidence</i>	<i>Lieu d'emploi</i>
Couples en emploi avec enfants de moins de six ans	54,5	
Femmes dans ces couples		50,0
Hommes dans ces couples		49,9
Parents seuls en emploi avec enfants de moins de six ans	51,3	63,8

Comment expliquer ces résultats? Nous suggérons quatre interprétations possibles. D'abord, l'évolution de la banlieue à Québec peut fournir une partie de l'explication. Au cours des décennies passées, les familles s'installaient dans les villes de banlieue de Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport, où commencèrent à se localiser les services de garde. Progressivement, avec l'étalement urbain, les jeunes familles se sont établies dans les nouvelles banlieues, alors que la population des villes ci-haut mentionnées a vieilli. Deuxièmement, l'accessibilité routière a probablement joué un rôle essentiel dans la localisation des garderies. Les garderies localisées dans les villes de Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport sont plus facilement accessibles par transport privé et public; et elles sont plus près des lieux de travail et des autres services que celles localisées au-delà. Troisièmement, plusieurs grosses institutions gouvernementales se situent dans l'axe Québec-Sainte-Foy. Il n'est pas rare d'y trouver des garderies pour les employés. De plus,

plusieurs garderies ont l'avantage de se situer le long du trajet entre la résidence et le travail pour les travailleurs de la banlieue. Quatrièmement, on peut penser que les infrastructures de services sociaux et communautaires sont plus développées dans les villes de Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport, ce qui favoriserait la mise sur pied de garderies corporatives sans but lucratif gérées par les parents¹⁸. De fait, la politique du gouvernement du Québec en matière de service de garde encourage le développement de ce type de services de garde (Berthiaume, 1994).

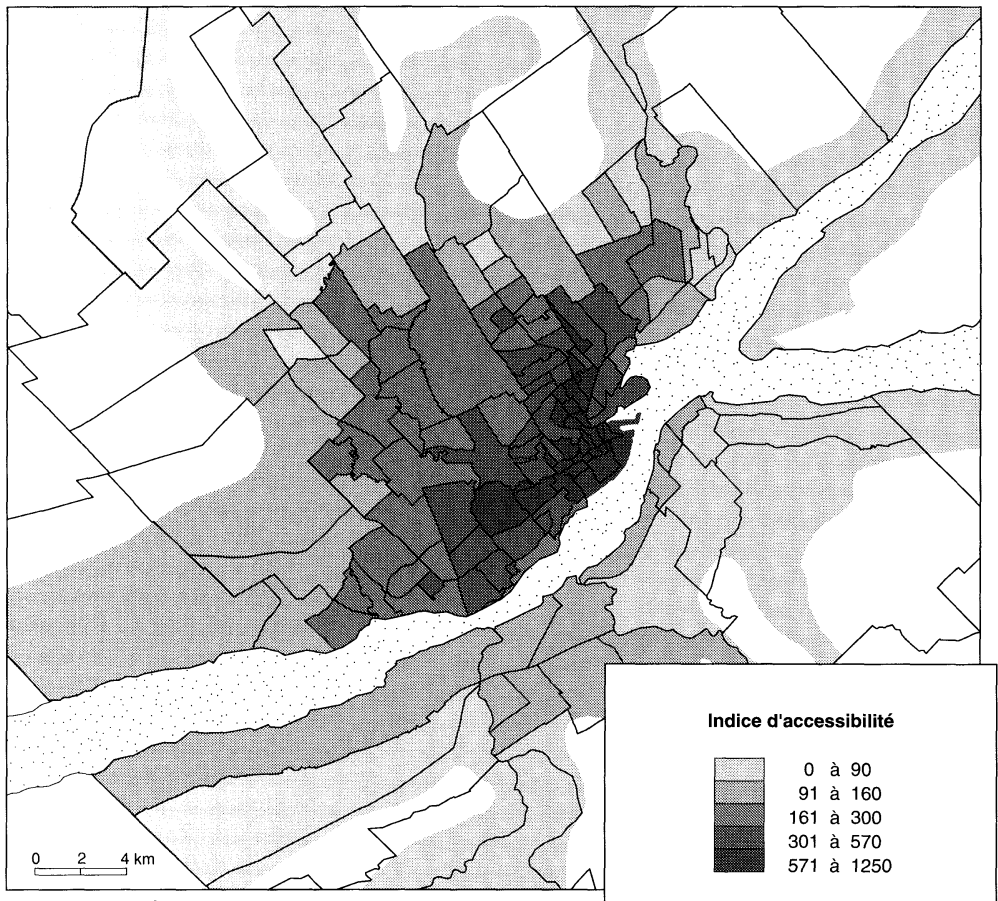
ANALYSE MULTIVARIÉE DE L'ACCESSIBILITÉ GÉOGRAPHIQUE AUX GARDERIES

La description ci-haut de la localisation des garderies dans l'espace social de Québec peut être formalisée à l'aide d'un modèle multivarié qui vise à rendre compte de l'accessibilité géographique aux garderies en fonction des trois facteurs issus de l'ACP. Il s'agit d'abord d'exprimer l'accessibilité de façon systémique à l'aide de la notion de «potentiel géographique». Cette notion mesure l'accès relatif à l'ensemble des garderies du territoire à partir d'un SR quelconque i , en sommant le ratio du nombre de places dans chaque SR j rapporté à la distance entre i et j ¹⁹. Cette façon de mesurer l'accessibilité, dérivée de la «physique sociale» proposée initialement par Stewart (1948), a été maintes fois utilisée au cours des dernières décennies (Hansen, 1959; Weibull, 1976; Clarke et Wilson, 1994). En pondérant le nombre de places en garderie par une fonction appropriée de la distance où sont situées ces places, elle présente l'avantage de prendre en compte l'extension spatiale complète du système au sein duquel les variations géographique de l'accessibilité sont mesurées. Il s'agit bien sûr d'un «potentiel» d'accessibilité dont l'évaluation pourrait être encore raffinée en utilisant le temps de déplacement entre les zones plutôt que la distance à vol d'oiseau²⁰.

La figure 6 montre que le potentiel d'accessibilité géographique aux garderies est très élevé au centre de l'agglomération, surtout dans les zones autour des principaux axes urbains. L'accessibilité diminue ensuite graduellement vers la périphérie. Ce modèle centre-périphérie confirme avec plus de clarté les résultats de la partie précédente: l'accès aux garderies est maximal au centre de l'agglomération, notamment autour des principaux axes urbains, alors que les jeunes familles avec enfants de moins de six ans se situent principalement dans les banlieues récentes, c'est-à-dire loin du centre de l'agglomération. Ce déséquilibre apparent a-t-il une quelconque incidence au plan de l'équité dans l'accès aux garderies?

Une première réponse nous est apportée par une analyse de régression multiple dans laquelle on tente de rendre compte des variations spatiales dans le potentiel d'accessibilité géographique aux garderies à l'aide des trois facteurs issus de l'ACP²¹, c'est-à-dire le statut socioéconomique, le statut ethnofamilial et le cycle familial. Une question nous intéresse plus particulièrement. Rappelons que certains des auteurs mentionnés plus haut soulignent que les couches sociales aisées, tout particulièrement la nouvelle classe moyenne, montrent une préférence pour les garderies et les jardins d'enfants alors que les couches populaires préféreraient les modes informels de garde. Ceci devrait se traduire par une incidence plus grande des garderies en milieu de classe moyenne, c'est-à-dire une relation positive entre

Figure 6 Mixité sociale dans quatre garderies de l'agglomération urbaine de Québec



Source: Statistique Canada

le statut social des SR et leur degré d'accessibilité géographique aux garderies. Il n'en est rien. L'ensemble du modèle est à peine significatif ($R^2=0.049$, $p<0.0597$), et la relation entre le statut socioéconomique et l'indice d'accessibilité ne l'est pas²² (tableau 7). La seule relation qui s'approche d'un niveau de signification statistique suffisant est celle entre le statut ethnofamilial et l'indice d'accessibilité ($p<0,0649$). Comme le coefficient de régression est négatif (-0,150), il faut interpréter cette relation de la façon suivante: à statut socioéconomique et à cycle familial constants, l'accessibilité aux garderies *augmente* en fonction de la présence des ménages familiaux dans les SR et *diminue* en fonction de la présence des ménages non familiaux²³. Cette interprétation, puisqu'elle est basée sur des relations très faibles, doit être considérée comme purement hypothétique. Elle incite néanmoins à penser que, d'une part, l'accessibilité géographique aux garderies n'est pas liée au statut socioéconomique des quartiers résidentiels et que, d'autre part, elle tend quelque

peu à se conformer à la localisation des ménages familiaux. Ceci semble indiquer que l'accès géographique aux garderies dans l'agglomération de Québec n'est pas inéquitable. Pour arriver à des résultats plus fermes, il faudrait toutefois prendre en compte d'autres aspects du système des garderies, tels les heures d'ouverture par exemple. En effet, les enquêtes de Rose et Chicoine (1991) dans deux quartiers centraux de Montréal montrent que même si les garderies sont situées à proximité des lieux de résidence *et* d'emploi des parents, si les horaires de travail de ces derniers ne coïncident pas avec les horaires des garderies, l'accès demeure difficile.

Tableau 7 Analyse de régression multiple

	Coefficients	Coefficients standardisés	Valeur t	Probabilité
Intersection	2,265	2,265	50,771	<0,0001
Statut socioéconomique	-0,071	-0,128	-1,582	0,1158
Statut ethnofamilial	-0,083	-0,150	-1,860	0,0649
Cycle familial	0,057	0,103	1,274	0,2048

MIXITÉ SOCIALE DANS LES GARDERIES

Nous avons jusqu'ici concentré notre attention sur la distribution des garderies et leur accessibilité géographique. La relative concentration des garderies dans les zones centrales de l'agglomération peut avoir toute une série d'implications pour les usagers et, même, pour l'avenir des quartiers centraux. Par exemple, la mixité sociale au sein des garderies n'est probablement pas la même partout dans l'agglomération. Si nous faisons l'hypothèse que cette mixité joue un rôle dans le processus de socialisation des enfants, il devient intéressant d'examiner la provenance des enfants en fonction de leur milieu social. L'hypothèse la plus plausible est que la mixité sociale est plus grande dans les garderies plus centrales, et ce pour deux raisons: d'abord, les quartiers centraux sont généralement plus hétérogènes au plan social; ensuite, les garderies centrales reçoivent des enfants de plus loin, donc, potentiellement, d'une plus grande diversité de quartiers.

Cette hypothèse peut être testée à l'aide des données suivantes: au cours de l'été 1995, nous avons obtenu la localisation résidentielle (code postal à six caractères) de quelque 2500 enfants qui fréquentaient 42 garderies représentatives dans l'ensemble de l'agglomération. Les statistiques du tableau 8 ont été calculées à partir de cette information. Ces statistiques montrent d'abord que la distance moyenne entre le centre-ville de Québec (coin René-Lévesque-Dufferin) et les garderies est de 6,5 km. Pour les garderies en quartier, c'est-à-dire en milieu résidentiel, cette distance est plus grande que pour les garderies en milieu de travail (7,5 km et 5,5 km, respectivement). La distance moyenne entre la garderie et le lieu de résidence de sa clientèle, quant à elle, est de 3,9 km. Comme il fallait s'y attendre, la distance entre le lieu de résidence et la garderie est moindre pour les garderies

en quartier que pour les garderies en milieux de travail (2,7 km contre 3,9 km). Les enfants de garderies en milieu de travail viennent de plus loin que ceux des garderies en quartier. Viennent-ils également de milieux sociaux plus diversifiés?

Tableau 8 Mesures de distance sur 42 garderies de l'agglomération de Québec

Catégories	Distance moyenne entre le centre-ville de Québec et les garderies (km) de leur clientèle (km)	Distance moyenne entre la garderie et le lieu de résidence socioéconomique	Variance des notes au lieu de résidence des enfants sur le facteur (valeurs standardisées)
Toutes les garderies	6,485	3,916	7,618
Garderies en quartier	7,452	2,674	3,977
Garderies en milieu de travail	5,518	5,158	11,258

Pour répondre à cette question, il est possible de relever sur la surface exprimant le facteur socioéconomique (figure 3) la note en facteur qui correspond au lieu de résidence des enfants et de calculer la variance de ces notes pour chaque type de garderie. La variance ainsi calculée est de 7,618 pour toutes garderies confondues. Pour les garderies en quartier, elle est de 3,977, alors qu'elle est de 11,258 pour les garderies en milieu de travail. Ce dernier résultat appuie l'hypothèse selon laquelle il y a de fortes chances que plus les enfants d'une garderie viennent de loin et plus la garderie est centrale, alors plus leurs milieux socioéconomiques de provenance risquent d'être variés. La figure 7 illustre ceci dans le cas de quatre garderies.

Des analyses plus désagrégées sont aussi possibles et plus révélatrices. Une analyse de régression impliquant la distance moyenne du lieu de résidence des enfants à leur garderie et la distance de la garderie au centre-ville est d'abord tentée en prenant comme observations les 42 garderies. Elle montre une relation positive et significative (figure 8, R^2 ajusté=0,104, $p<0.0372$). Cette relation indique que plus la garderie est proche du centre-ville, plus la distance moyenne entre le lieu de résidence des enfants et leur garderie est importante. Nous pensons que l'accessibilité de la garderie aux avantages qu'offre le centre-ville (services publics, transports en commun, etc.) joue un rôle important dans cette relation. Quatre valeurs extrêmes apparaissent à la figure 8. Il s'agit de la garderie Les Petits Cheminots, la garderie la Coquinerie, la garderie Marie-Godard et la garderie Chanterelle Inc. Les trois premières sont localisées en milieu de travail. Ce type de garderie se trouve généralement à une distance moyenne plus grande que celle en quartier, comme nous l'avons vu plus haut. La garderie Chanterelle Inc. est une garderie située en quartier résidentiel qui existe depuis vingt ans. Pourtant, les enfants qui la fréquentent habitent à une distance moyenne plus grande que toute autre garderie. Son cas peut s'expliquer à l'aide des quatre raisons suivantes: (1) cette garderie se situe dans une zone où la proportion d'enfants est relativement faible tout en étant entourée de certains secteurs qui détiennent une proportion plus élevée; (2) elle se situe près d'une sortie de l'autoroute Laurentienne, une

Figure 7 Mixité sociale dans quatre garderies de l'agglomération urbaine de Québec

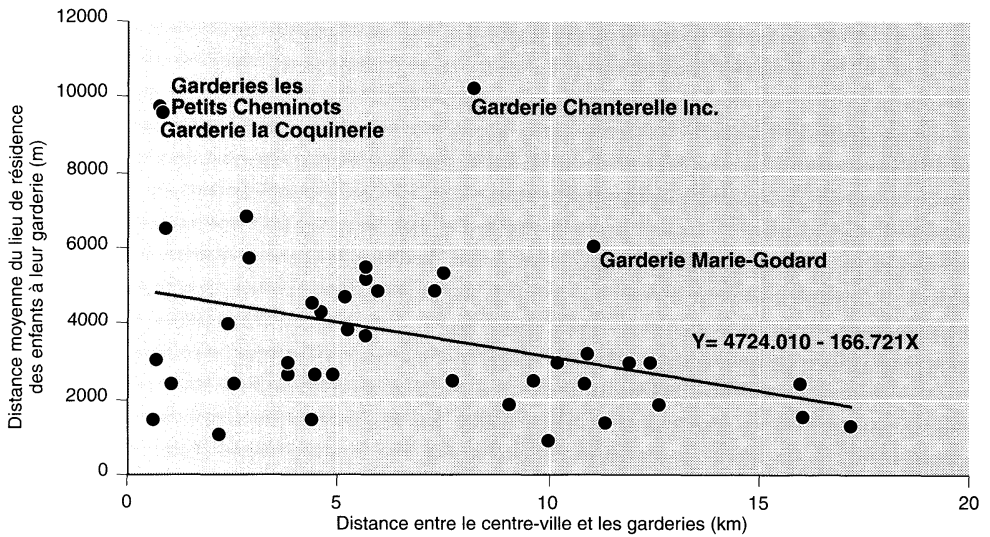


Source: Statistique Canada

localisation qui facilite le trajet des parents entre le lieu de résidence, la garderie et le lieu de travail; (3) la densité des habitations est beaucoup moins forte qu'en ville-centre, ce qui, en combinaison avec les autres facteurs, allonge les trajets; (4) l'excellente qualité du service contribue également à attirer une clientèle très variée, ce que l'on constate en mettant en rapport la variance du statut socioéconomique des secteurs d'où proviennent les enfants et la distance des garderies au centre-ville.

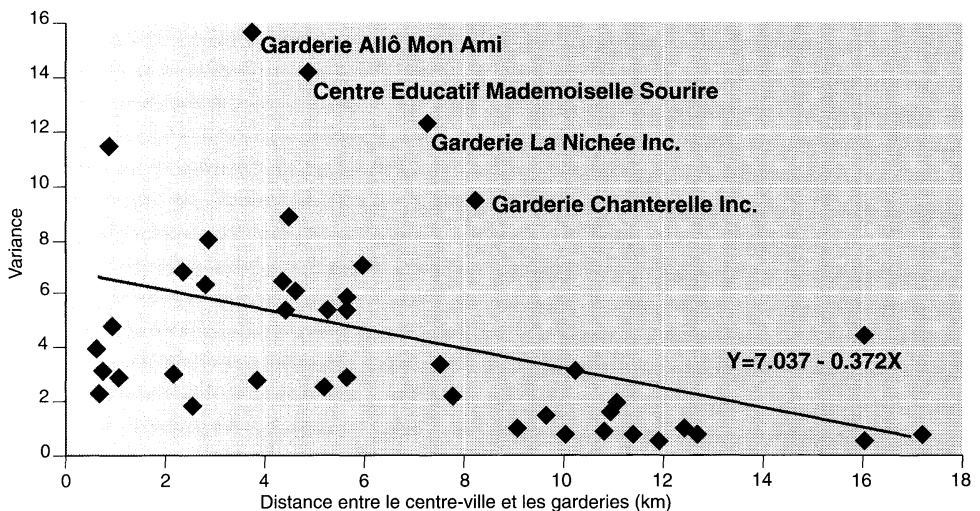
La figure 9 montre cette relation qui est positive et significative (R^2 ajusté = 0.176, $p < 0.0033$). La courbe de régression indique une tendance vers une diminution de la variance socioéconomique avec la distance du centre-ville. Rappelons que plus les garderies sont proches du centre-ville, plus la distance moyenne du lieu de résidence des enfants est forte. Ceci aide à expliquer l'effet de diminution mentionné ci-dessus. Il y a cependant des exceptions. Il s'agit de la garderie

Figure 8 Distance moyenne du lieu de résidence des enfants à leur garderie et distance de la garderie au centre-ville



Chanterelle Inc., la garderie Allô Mon Ami, la garderie Centre Éducatif Mademoiselle Sourire, la garderie La Nichée Inc. Tout d'abord, les trois premières appartiennent à la catégorie «garderies en quartier». Parmi celles-ci, la garderie Allô Mon Ami et la garderie Centre Éducatif Mademoiselle Sourire sont au centre de l'agglomération où les variations socioéconomiques peuvent se produire sur

Figure 9 Variance du statut socioéconomique des secteurs d'où proviennent les enfants et distance de la garderie au centre-ville



de plus courtes distances. Ceci est plus particulièrement vrai pour la zone de la garderie Allô Mon Ami, qui montre la variance la plus élevée du territoire. La garderie Chanterelle Inc. est une garderie en quartier, mais qui a plusieurs avantages (tel que nous l'avons expliqué ci-dessus), et pour cette raison la provenance de sa clientèle varie beaucoup. Pour sa part, la garderie La Nichée Inc. est une garderie localisée en milieu de travail, mais qui se situe assez loin du centre-ville de Québec. Elle montre une forte variance socioéconomique comme la plupart des garderies en milieu de travail.

Deux remarques additionnelles peuvent être faites à partir de notre analyse: premièrement, en ce qui concerne les garderies en quartier qui se trouvent au centre-ville de Québec, même lorsque la distance moyenne entre le lieu de résidence et la garderie est plus courte (environ 3 km), la variance socioéconomique peut être plus forte que dans les autres zones étant donné les plus fortes densités et la mixité sociale plus grande. Deuxièmement, pour les garderies en milieu de travail, la distance moyenne est généralement beaucoup plus grande, et ainsi les enfants ont tendance à venir de milieux socioéconomiques différents, et ceci, même si la garderie se situe assez loin du centre-ville. La tendance générale est claire. La distance entre le lieu de résidence des enfants et leur garderie est moindre pour les garderies en quartier que pour celles en milieu de travail. Les garderies qui sont plus proches du centre-ville connaissent une plus grande variance socioéconomique quant aux milieux de provenance des enfants.

CONCLUSION

Nos analyses nous amènent à tirer les conclusions suivantes: les garderies sont distribuées dans des milieux sociaux très diversifiés; elles se trouvent surtout au centre de l'agglomération, notamment dans les villes de Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport; elles sont souvent localisées à proximité des principaux axes urbains. Par rapport aux divers milieux sociaux de l'agglomération, l'accès géographique aux garderies n'apparaît pas inéquitable. De plus, la distance entre le lieu de résidence des enfants et leur garderie est moindre pour les garderies en quartier que pour celles en milieu de travail. Enfin, les garderies qui sont plus près du centre-ville connaissent une plus grande variance sociale quant au milieu de provenance des enfants qui les fréquentent.

Il est important de souligner certaines limites propres à l'analyse menée ici. Les données utilisées sont agrégées et ne permettent que l'identification de tendances globales, et un seul type de service de garde est considéré. Certes, notre écologie factorielle de facture classique s'est avérée un moyen efficace de dresser les grands traits de l'espace social urbain. Elle ne permet toutefois pas de prendre véritablement en compte les rapports sociaux entre hommes et femmes, comme l'ont d'ailleurs constaté Randall et Viaud (1994). Pour cette raison, et pour d'autres, notre analyse n'autorise que des conclusions prudentes quant à l'équité dans l'accès aux services de garde. L'opposition entre une présence plus forte d'enfants d'âge préscolaire en lointaine banlieue et l'incidence plus grande de garderies dans les zones centrales appelle plusieurs commentaires.

D'abord, la prise en compte du lieu d'emploi des parents réduit de beaucoup la portée de cette opposition. En particulier, les parents peuvent choisir des garderies plus près de leur lieu d'emploi essentiellement pour des questions d'horaire. Comme la plupart des garderies ferment à 17h00 ou à 17h30, le parent en emploi dispose de peu de temps pour aller chercher son enfant. Si la garderie est près du lieu de résidence en banlieue, il n'aura pas le temps de s'y rendre avant que la garderie ne ferme. Si, en revanche, elle est à proximité du lieu de travail, les choses sont plus faciles. Deuxièmement, l'ouverture d'un plus grand nombre de garderies en lointaine banlieue peut, comme l'ouverture d'écoles, devenir un facteur d'étalement urbain, créateur de coûts sociaux et d'inéquités si le service est subventionné. Actuellement, la plus grande présence de garderies dans les zones centrales fait en sorte que ce service s'ajoute aux autres pour faire de ces zones des endroits plus propices à l'insertion sociale des femmes que la lointaine banlieue. Même si relativement peu de femmes avec de jeunes enfants habitent les zones centrales, le potentiel qu'offrent ces zones contribue sans doute à réduire les inégalités sociales entre femmes et hommes. Ceci peut être particulièrement le cas aujourd'hui, en ces années de coupures dans les secteurs public et parapublic qui dominent l'économie de Québec. Ces coupures entraînent une diminution du nombre d'employés ce qui pourrait libérer des places dans les garderies en milieu de travail pour les enfants des habitants des quartiers centraux²⁴. Toutefois, afin de conforter davantage ces interprétations, il faudra mener des enquêtes plus fines sur les choix des parents en matière de localisation des services de garde.

REMERCIEMENTS

Le travail présenté ici a été effectué au sein d'un programme de recherche du Centre de Recherche en Aménagement et en Développement (CRAD) portant sur l'articulation géographique des responsabilités familiales et professionnelles. Les auteurs remercient Denise Piché, Louise Quesnel, Nicole Brais, Winnie Frohn, Caroline Cadrin et Marius Thériault pour l'aide apportée, ainsi que deux évaluateurs anonymes pour leurs judicieuses critiques. Ils remercient également le Fonds FCAR et le CRSH pour leur appui financier.

NOTES

- 1 Fréchette et Vézina (1990, p. 562) définissent comme suit la notion d'économie externe: «bénéfice reçu par l'individu A ou la firme B en raison de l'activité de l'individu C ou de la firme D, sans que A ou B y soit directement impliqué; ce bénéfice est externe au système des prix en ce sens que ni A ni B n'ont payé pour profiter de cet avantage».
- 2 Le lien entre la taille des agglomérations et leur degré de différenciation interne est bien établi, du moins en ce qui concerne les villes nord-américaines dominées par un marché quasi libre du sol (Cadwallader, 1996: 151).
- 3 Le terme «consommation collective» indique la forte tendance des gouvernements dans les sociétés industrielles avancées à intervenir dans la distribution des services (Castells, 1981).
- 4 Au moment d'écrire ces lignes, la politique des services de garde à l'enfance du Québec était en révision.

- 5 Voir Rose et Villeneuve (1993) pour une revue des études canadiennes à ce sujet et Hanson et Pratt (1995) pour une analyse poussée de cette question dans le cas de la ville de Worcester au Massachusetts.
- 6 Les garderies sans but lucratif sont des corporations dotées d'un conseil administratif majoritairement composé de parents. Au contraire, les garderies à but lucratif sont des commerces, exploités par un individu, ou une entreprise, dans le but de faire des profits. L'Office des services de garde à l'enfance du Québec (Québec, 1994) définit les garderies en milieu de travail comme des services situés en entreprise ou à proximité du lieu de travail et ayant une entente avec l'employeur pour fournir des services aux parents travaillant chez cet employeur.
- 7 Selon Rees (1971), le terme «écologie factorielle» a été inventé par Sweetser (1965). Il réfère à toute étude employant l'analyse factorielle dans le but d'étudier des phénomènes de différenciation spatiale dans la tradition de l'école d'«écologie humaine» de Chicago (Langlois, 1982).
- 8 Certains auteurs préfèrent utiliser les termes de rang social, d'urbanisation et de ségrégation, d'ailleurs utilisés originellement par Shevky et Bell.
- 9 La communauté de chaque variable est la somme des carrés des saturations de cette variable sur chacun des facteurs (somme des carrés des lignes de la matrice des saturations). La communauté d'une variable représente donc la proportion totale de sa variance qui est expliquée par les facteurs. Plus les communautés sont élevées, plus les variables sont liées entre elles, et plus la réalité analysée est intégrée, en tenant bien sûr compte du fait que les fortes corrélations entre certaines variables peuvent parfois nous apprendre bien peu sur les phénomènes étudiés (Langlois, 1982).
- 10 Pour une présentation approfondie de l'analyse en composantes principales, voir Tabachnick et Fidell (1989).
- 11 La variable d'âge pour les personnes de 65 ans et plus n'est pas apparue dans les trois premiers facteurs. Cependant, cet effet ne change rien aux résultats obtenus.
- 12 Il y a plus de 15 ans déjà, Guay (1981) notait une absence de différenciation spatiale bien marquée à Québec selon l'origine ou l'appartenance culturelle.
- 13 Les notes en facteurs sont les valeurs obtenues par les observations sur les nouvelles variables plus abstraites que sont les facteurs. Les notes en facteurs sont calculées en multipliant la matrice des variables centrées réduites par les vecteurs propres associés aux valeurs propres. Elles sont sur échelles standardisées (centrées réduites) et varient donc entre -3,00 et +3,00, quoique exceptionnellement elles peuvent être à l'extérieur de ces limites.
- 14 Il est intéressant de constater que la variable «famille monoparentale matricentrique» sert à définir ce facteur plutôt qu'un des deux autres. Ceci signifie qu'il y a une association plus étroite entre l'incidence de ce type de famille dans les SR et le faible niveau socioéconomique de ceux-ci, que celle que l'on trouve entre cette incidence et les variables saturant sur les facteurs 2 et 3. Ceci suggère fortement que la plupart des mères seules ont un faible niveau socioéconomique.
- 15 Les notes en facteurs sont assignées au centroïde de chacun des 152 SR qui sont ensuite interpolées en isolignes par la méthode du krigeage à l'aide du logiciel Surfer 6.0™. Les 112 garderies de l'agglomération de Québec sont ensuite localisées sur le fond de carte ainsi produit. La méthode du krigeage calcule l'autocorrélation entre les valeurs mesurées aux 152 points d'observation et établit ensuite pour chacun des points d'une grille régulière, une estimation des valeurs dont la variance est minimum par rapport aux valeurs observées (Raveneau, 1994).
- 16 Voir Thomas *et al.* (1996) pour une présentation détaillée de cette enquête.

- 17 Cet indice est défini comme suit: $\sum |X_i - P_i| / 2$, où X_i et P_i sont respectivement les parts de femmes (ou d'hommes, ou de parents seuls) au lieu de résidence (ou d'emploi) et de places de garderie dans le secteur de recensement i . Un indice de 0 indiquerait une similarité parfaite de la répartition de la demande potentielle et de l'offre dans les SR et une valeur de 100 indiquerait une dissimilarité parfaite. Voir Truelove (1993) pour une discussion de cet indice, tout particulièrement de sa sensibilité au niveau d'agrégation spatiale utilisé, et une application aux garderies de Toronto.
- 18 Ces quatre villes comprenaient 78 garderies en 1995 dont 65 % étaient sans but lucratif.
- 19 Ici, le potentiel d'accessibilité a été calculé à l'aide de la formule suivante: $A_i = Np_1 / D_{i1}^{2,013} + Np_2 / D_{i2}^{2,013} + \dots + Np_j / D_{ij}^{2,013}$, où Np_j est le nombre de places en garderie dans le SR j et D_{ij} est la distance à vol d'oiseau entre i et j . L'exposant 2,013 représente la friction de la distance entre la garderie et le lieux de résidence de l'enfant. Il a été calculé en ajustant une fonction puissance à la distribution des distances garderie-résidence pour un échantillon de près de 2500 enfants dans l'agglomération de Québec.
- 20 Ceci s'imposerait si notre but était de planifier la localisation des garderies. Pour les fins que nous poursuivons ici, la distance à vol d'oiseau est suffisante pour construire une mesure d'accessibilité relative qui nous permet de saisir les principaux mécanismes en cause.
- 21 L'examen de la distribution de la variable dépendante, l'accessibilité géographique des garderies, a montré qu'une transformation logarithmique s'avérait nécessaire pour satisfaire le critère de normalité. Quant au critère d'absence de multicollinéarité entre les variables indépendantes, il est parfaitement satisfait dans l'exacte mesure où les trois vecteurs composés des notes en facteurs sont orthogonaux.
- 22 Le signe du coefficient de régression, qui égale -0,071 ($t = -1,582$, $p < 0,1158$), doit être interprété en fonction de l'échelle (arbitraire) des notes des SR sur le facteur exprimant le statut socioéconomique: les SR à statut élevé ont des notes négatives et ceux à statut faible ont des notes positives. Ceci signifie que le signe du coefficient, même si ce dernier n'est pas significatif, est dans le sens prévu par l'hypothèse d'un meilleur accès des milieux favorisés aux garderies.
- 23 Nous constatons ici l'intérêt, au plan analytique, d'une analyse multivariée qui permet de mettre à jour des relations impossibles à capter par la seule comparaison entre cartes: la comparaison une à une des figures 4 et 6 suggère très nettement une association positive entre l'accessibilité et la présence des ménages non-familiaux. Le modèle de régression, en dégagant l'effets *net* de chacun des facteurs sur l'accessibilité, suggère que si deux SR ont les mêmes valeurs sur les facteurs exprimant le statut socioéconomique et le cycle familial, mais que le premier a une valeur plus élevée que le deuxième sur le facteur exprimant le statut ethnofamilial, alors l'accessibilité aux garderies aura tendance à être plus grande dans le premier.
- 24 Interprétation suggérée par un des évaluateurs anonymes.

BIBLIOGRAPHIE

- BAIROCH, P. (1977) *Taille des villes, conditions de vie et développement économique*. Paris, Éditions des hautes études en sciences sociales.
- BELSKY, J. et STEINBERG, L.D. (1978) The Effects of Daycare: A Critical Review. *Child Development*, 49: 929-949.
- BENNET, R.J. (1980) *The Geography of Public Finance*. Andover, Hants, Methuen.
- BERRY, B.J.L. (1971) Introduction: The Logic and Limitations of Comparative Factorial Ecology. *Economic Geography*, 47 (2, Supplement): 209-219.
- BERTHIAUME, D. (1994) *Pour un service de garde de qualité*. Montréal, Logiques.
- CADWALLADER, M. (1996) *Urban Geography: An Analytical Approach*. Upper Saddle River (New Jersey), Prentice-Hall.
- CASTELLS, M. (1981) *La question urbaine*. Paris, Francois Maspero.
- CLARKE, G.P. et WILSON, A.G. (1994) A New Geography of Performance Indicators for Urban Planning. In C.S. Bertuglia, G.P. Clarke et A.G. Wilson (éds) *Modelling the City: Performance, Policy and Planning*, Londres, Routledge, pp. 55-81.
- CLARKE-STEWART, A. (1993) *Daycare*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- CLEVELAND, G.H. et HYATT, D.E. (1993) Determinants of Child Care Choice: A Comparison of Results for Ontario and Quebec. *Canadian Journal of Regional Science*, 16 (1): 53-68.
- COX, K.R. (1973) *Conflict, Power and Politics in the City: A Geographical View*. New York, McGraw-Hill.
- CRÊTE, J. (1978) Le système urbain québécois, 1961-1971. *Recherches Sociographiques*, 19 (3): 349-363.
- CROMLEY, E. (1987) Locational Problems and Preferences in Preschool Child Care. *Professional Geographer*, 39: 309-317.
- CURTIS, S. (1989) *The Geography of Public Welfare Provision*. Londres, Routledge.
- DAVID, J. et EDGAR, F.B. (1981) Selecting a Data Analysis Model for Factorial Ecology Research. In J. Jackson David et F. Borgatta Edgar (éds) *Factorial Ecology Research and Measurement in Sociological Research — A multi-Dimensional Perspective*. Londres, Sage, pp. 51-82.
- DAVIES, W.K.D. (1984) *Factorial Ecology*. Aldershot (Angleterre), Gower.
- DAVIES, W.K.D. et MURDIE, R.A. (1993) Measuring the Social Ecology of Cities. In Larry S. Bourne et David F. Ley (éds) *The Changing Social Geography of Canadian Cities*, Montréal, McGill-Queen's University, pp. 52-75.
- ENGLAND, K. (1996) Who Will Mind the Baby? In K. England (éd.) *Who Will Mind the Baby? Geographies of Child Care and Working Mothers*. Londres, Routledge, pp. 3-19.
- (1996) *Who Will Mind the Baby? Geographies of Child Care and Working Mothers*. Londres, Routledge.
- FINCHER, R. (1996) The State and Child Care. An International Review from a Geographical Perspective. In K. England (éd.) *Who Will Mind the Baby? Geographies of Child Care and Working Mothers*. Londres, Routledge, pp. 143-166.
- FOGGIN, P. et POLÈSE M. (1976) *La géographie sociale de Montréal en 1971*. Montréal, INRS-Urbanisation, Études et documents, n^o 1.

- FRÉCHETTE, P. et VÉZINA, J.-P. (1990) *L'économie du Québec*. Montréal, Éditions études vivantes, 4^e édition.
- FUQUA, R.W. et LABENSOHN, D. (1986) Parents as Consumers of Child Care. *Family Relations*, 35 (2): 295-303.
- GRANGER, D. (1987) Réflexion sur les enjeux sociaux de la politique québécoise des garderies des années 1970 à 1982. *Sociologie et sociétés*, 19 (1): 73-81.
- GUAY, L. (1978) Les dimensions de l'espace social urbain: Montréal, 1951, 1961 et 1971. *Recherches sociographiques*, 19 (3): 307-348.
- (1981) Différenciation et ségrégation urbaine: Québec 1951, 1961 et 1971. *Recherches sociographiques*, 22 (2): 237-255.
- HANSEN, W.G. (1959) How Accessibility Shapes Land Use. *Journal of the American Institute of Planners*, 25 (2): 73-76.
- HANSON, S. et PRATT, G. (1988) Reconceptualizing the Links Between Home and Work in Urban Geography. *Economic Geography*, 81: 229-253.
- (1995) *Gender, Work and Space*. Londres et New York, Routledge.
- HEALTH AND WELFARE CANADA (1990) *Status of Daycare in Canada*. Ottawa, Publication annuelle.
- HENRIQUES, I. et VAILLANCOURT, F. (1988) The Demand for Child Care Services in Canada. *Applied Economics*, 20: 385-394.
- HESSING, M. (1993) Mother's Management of Their Combined Workloads: Clerical Work and Household Needs. *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 30 (1): 37-63.
- HODGSON, M.J. et DOYLE, D. (1978) The Location of Public Services Considering the Mode of Travel. *Socio-Economic Planning Sciences*, 12 (1): 49-54.
- JOHNSTON, R.J. (1971) Some Limitations of Factorial Ecologies and Social Area Analysis. *Economic Geography*, 47 (2, Supplement): 314-323.
- KANAROGLOU, P. S. et RHODES, S.A. (1990) The Demand and Supply of Child Care: The Case of the City of Waterloo, Ontario. *The Canadian Geographer*, 34 (3): 209-224.
- LANGLOIS, A. (1982) *L'analyse factorielle à trois entrées: une application à l'espace ethnique montréalais*. Québec, Université Laval, thèse de doctorat.
- LE BOURDAIS, C. et LEFEBVRE, C. (1987) *Spatialisation des composantes ethniques, socioéconomiques et familiales à Montréal en 1981*. Montréal, INRS-Urbanisation, Études et documents, n° 52.
- MACKENZIE, S. et TRUELOVE, M. (1993) Changing Access to Public and Private Services: Non-Family Childcare. In L.S. Bourne et D.F. Ley (éds) *The Changing Social Geography of Canadian Cities*, Montréal/McGill-Queen's University Press, pp. 326-342.
- MAYER-RENAUD, M. et al. (1986) *La distribution de la pauvreté et de la richesse dans les régions urbaines du Québec: Portrait de la région de Montréal*. Montréal, CSSMM.
- MEYER, D.R. (1971) Factor Analysis Versus Correlation Analysis: Are Substantive Interpretations Congruent? *Economic Geography*, 47 (2, Supplement): 336-343.
- MORENCY, R. (1988) Emploi, territoire et ménage à Québec. *Les Cahiers du CRAD*, 11 (6), 83 p.
- MURDIE, R.A. (1980) Factor Scores: A Neglected Element of Factorial Ecology Studies. *Urban Geography*, 1 (4): 295-316.

- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (1989) *An Economic Framework for the Evaluation of Child-Care Policy*. Document du Groupe de travail sur le rôle des femmes dans l'économie. Paris, OCDE.
- OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE (1990) *La politique sur les services de garde à l'enfance*. Québec, Les publications du Québec.
- (1994) *Rapport annuel, 1993-1994*. Québec, Les publications du Québec.
- PENCE, A.R. (1987) Daycare: Changes in the Role of the Family and Early Childhood Education. In L.L. Stewin et S.J.H. McCann (éds) *Contemporary Educational Issues: The Canadian Mosaic*, Toronto, Copp Clark, pp. 313-321.
- PENCE, A.R. et CANNING, P. (1987) Daycare in Canada: A Child Care Perspective. In C. Denholm, R. Ferguson et A. Pence (éds) *Professional Child and Youth Care: The Canadian Perspective*. Vancouver, University of British Columbia, pp. 111-133.
- PINCH, S. (1984) Inequality in Pre-School Provision: A Geographical Perspective. In A. Kriby, P. Knox et S. Pinch (éds) *Public Service Provision and Urban Development*. Beckenham, UK, Croom Helm, pp. 231-283.
- PINÇON-CHARLOT, M. et al. (1986) *Ségrégation urbaine — Classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*. Paris, Éditions Anthropos.
- PRATT, G. et HANSON, S. (1988) Gender, Class and Space. *Environment and Planning D: Society and Space*, 6: 15-32.
- PRENTICE, S. (1988) The «Mainstreaming» of Daycare. *Resources for Feminist Research/ Documentation sur la recherche féministe*, 17 (3): 59-63.
- POLÈSE M. et CARLOS, S. (1978) *L'écologie factorielle d'un système urbain: une analyse globale des facteurs de différenciation spatiale en milieu urbain pour les principales villes du Canada*. Montréal, INRS-Urbanisation, Études et documents, n° 13.
- RANDALL, J.E. et VIAUD, G. (1994) A Gender-Sensitive Urban Gactorial Ecology: Male, Female, Grouped, and Gendered Social Spaces in Saskatoon. *Urban Geography*, 15 (8): 741-777.
- RAVENEAU, J.-L. (1994) *Notes du cours, automne 94: cartographie assistée par ordinateur*. Québec, Université Laval.
- REES, P.H. (1971) Factorial Ecology: An Extended Definition, Survey, and Critique of the Field. *Economic Geography*, 47 (2, Supplement): 220-233.
- ROBINS, P.K. et SPIEGELMAN, R.G. (1978) An Econometric Model of the Demand for Child Care. *Economic Inquiry*, 16: 83-94.
- ROSE, D. (1990) "Collective Consumption" Revisited: Analysing Modes of Provision and Access to Childcare Service in Montréal, Québec. *Political Geography Quarterly*, 9 (4): 353-380.
- ROSE, D. et CHICOINE, N. (1991) Access to School Daycare Services: Class, Family, Ethnicity and Space in Montréal's Old and New Inner City. *Geoforum*, 22 (2): 185-201.
- ROSE, D. et VILLENEUVE, P. (1993) Work, Labour Markets and Households in Transition. In L.S Bourne et D.F. Ley (éds) *The Changing Social Geography of Canadian Cities*. Montréal, McGill-Queen's University Press, pp. 153-174.
- (1998) Engendering Class in the Metropolitan City: Occupational Pairings and Income Disparities among two-Earner Couples. *Urban Geography*, 18, sous presse.
- SHEVKY, E. et BELL, W. (1955) *Social Area Analysis*. Stanford (Calif.), Stanford University Press.

-
- STATISTIQUE CANADA (1991) *Dictionnaire du recensement de 1991*. Ottawa, Statistique Canada.
- STEINBERG, L.D. et GREEN, C. (1979) What Parents Seek in Daycare. *Human Ecology Forum*, automne: 13-14.
- STEWART, J.Q. (1948) Demographic Gravitation: Evidence and Applications. *Sociometry*, 11 (1-2): 31-58.
- SWEETSER, F. (1965) Factorial Ecology: Helsinki, 1960. *Demography*, 1: 372-386.
- TABACHNICK, B.G. et FIDELL, L.S. (1989) *Using Multivariate Statistics (2^e édition)*. New York, Harper & Row.
- THOMAS, C., BEAUDOIN, M. et THÉRIAULT, M. (1996) Méthodologies de localisation et de classification socioprofessionnelle: le cas de l'enquête O-D (1991) de la STCUQ. *Cahiers de géographie du Québec*, 40 (109): 69-90.
- THOUEZ, J.-P. (1973) La structure spatiale des caractéristiques socio-économiques de Montréal, 1961. *Recherches sociographiques*, 14: 81-116.
- TRUELOVE, M. (1984) Constraints for Subsidized Daycare Users. *Women and Environments*, 6 (3): 12-13.
- (1993) Measurement of Spatial Equity. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 11: 19-34.
- (1996) The Locational Context of Child Care Centres in Metropolitan Toronto. In K. England (éd.) *Who Will Mind the Baby? Geographies of Child Care and Working Mothers*. Londres, Routledge, pp. 93-108.
- VILLENEUVE, P. (1991) Les rapports femmes-hommes en milieu urbain: patriarcat ou partenariat? *Cahiers de géographie du Québec*, 35 (95): 385-401.
- VILLENEUVE, P. et ROSE, D. (1995) Couples en emploi et composition sociale des quartiers de Montréal, 1971-1991. *Sociologie et Sociétés*, 27 (2), 87-102.
- WEIBULL, J.W. (1976) An Axiomatic Approach to the Measurement of Accessibility. *Regional Science and Urban Economics*, 6: 357-379.